

# L'héritage économique de la période précédente

## Une économie encore coloniale

Au sens strict et historique du terme, une économie coloniale est fondée sur le régime du pacte colonial ou exclusif au profit de la métropole : l'économie de la colonie n'existe que par et pour la métropole ; régime qui se

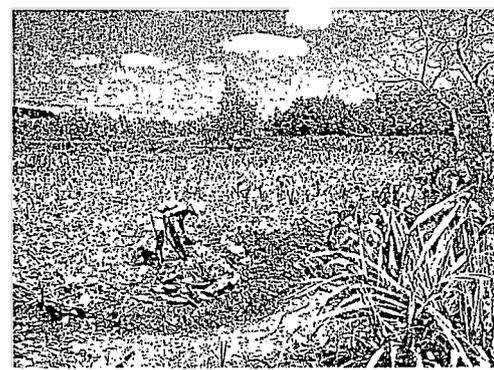
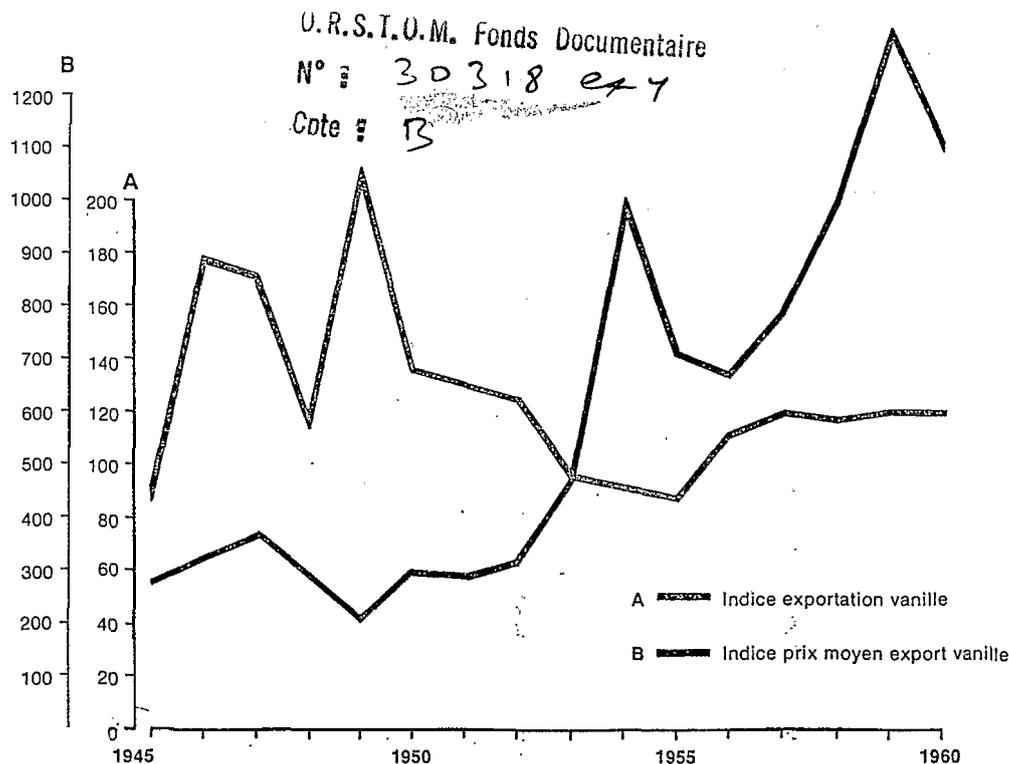
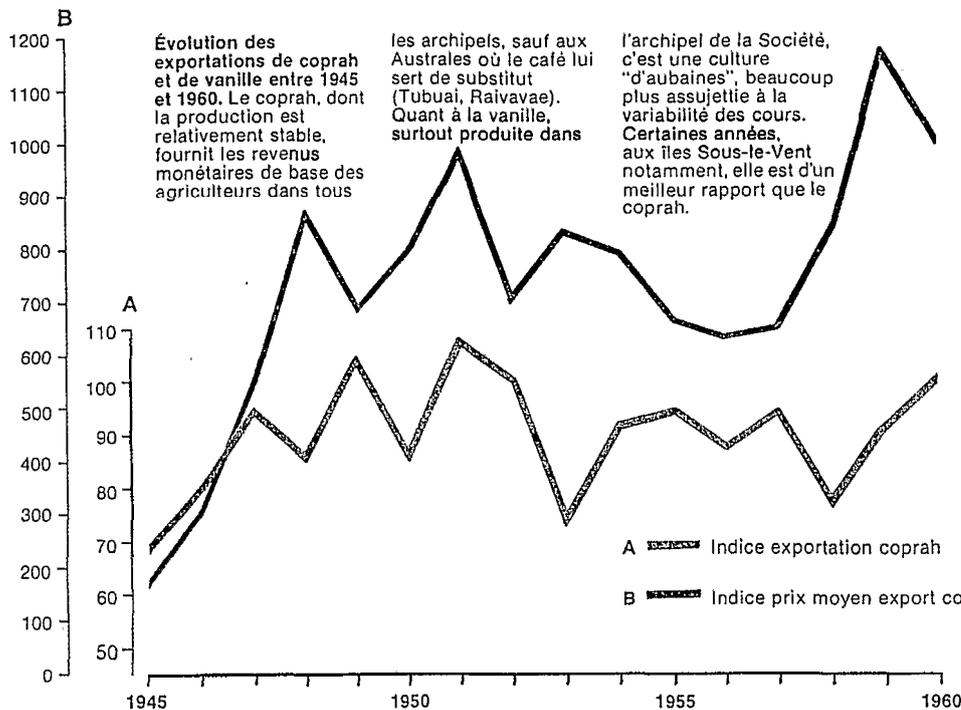
traduit par les deux règles suivantes : la colonie est un réservoir de matières premières et de produits primaires (non transformés) nécessaire à l'économie métropolitaine ; elle est également un marché de débouchés pour cette économie dont le développement repose pendant le XIX<sup>e</sup> et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle sur l'industrie : l'économie industrielle de la métropole a l'exclusivité ("l'exclusif") de l'approvisionnement de la colonie en produits manufacturés.

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, on n'affirme plus "noir sur blanc" de tels principes, mais ils ont prévalu dans les comportements et attitudes des autorités et des milieux d'affaires

à partir de l'entreprise de colonisation qui débute avec le Protectorat de 1843 que parfait l'Annexion de 1880. De plus, ces principes se sont trouvés rajeunis après 1880, avec l'élaboration d'une doctrine économique coloniale de la République que les historiens ont appelée "néo-mercantilisme" et qui revient à assurer à la métropole à la fois l'exclusivité des approvisionnements en produits primaires et celle du débouché en produits manufacturés.

C'est ce que d'autres ont appelé le "capitalisme colonial" ou le "mode de production colonial" : une exclusivité des échanges entre la colonie et la métropole dans une relation asymétrique telle que les termes de l'échange soient favorables à la métropole ; toutefois, cette question est beaucoup moins simple qu'on ne l'a présentée parfois, car les relations bilatérales entre la colonie et la métropole n'ont jamais pu s'exprimer sous une forme absolue : l'économie métropolitaine, d'une part, n'était pas isolée du marché mondial et, d'autre part, le monopole métropolitain des relations de la colonie avec l'extérieur n'était pas d'ordre institutionnel direct, au premier degré, mais de fait, indirect, au second degré ; il ne fut jamais en réalité absolu, et moins encore en Polynésie qu'ailleurs.

Sinon, comment expliquer l'importance, voire la prépondérance des produits manufacturés alimentaires, textiles, industriels en provenance des Etats-Unis, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, voire du Sud-Est asiatique ou de l'Amérique latine sur le marché polynésien ? Comment expliquer



Une plantation de taro à Rurutu (Australes). Qu'il soit consommé localement ou exporté vers Papeete à l'occasion du passage d'une goélette, le taro, dont la culture donne lieu à des pratiques "traditionnelles" très sophistiquées, disparaît partout ailleurs (maîtrise de l'irrigation), joue avec le pandanus un rôle essentiel dans l'économie d'îles comme Rurutu et Rimatara.



également les fortes variations de cours des produits primaires en fonction du marché mondial, qu'il s'agisse notamment du coprah ou de la vanille ?

Un autre trait fait, également, l'originalité de l'économie polynésienne par rapport aux autres économies coloniales liées à la métropole : c'est la moindre importance du capital étranger (métropolitain ou autre) au pays.

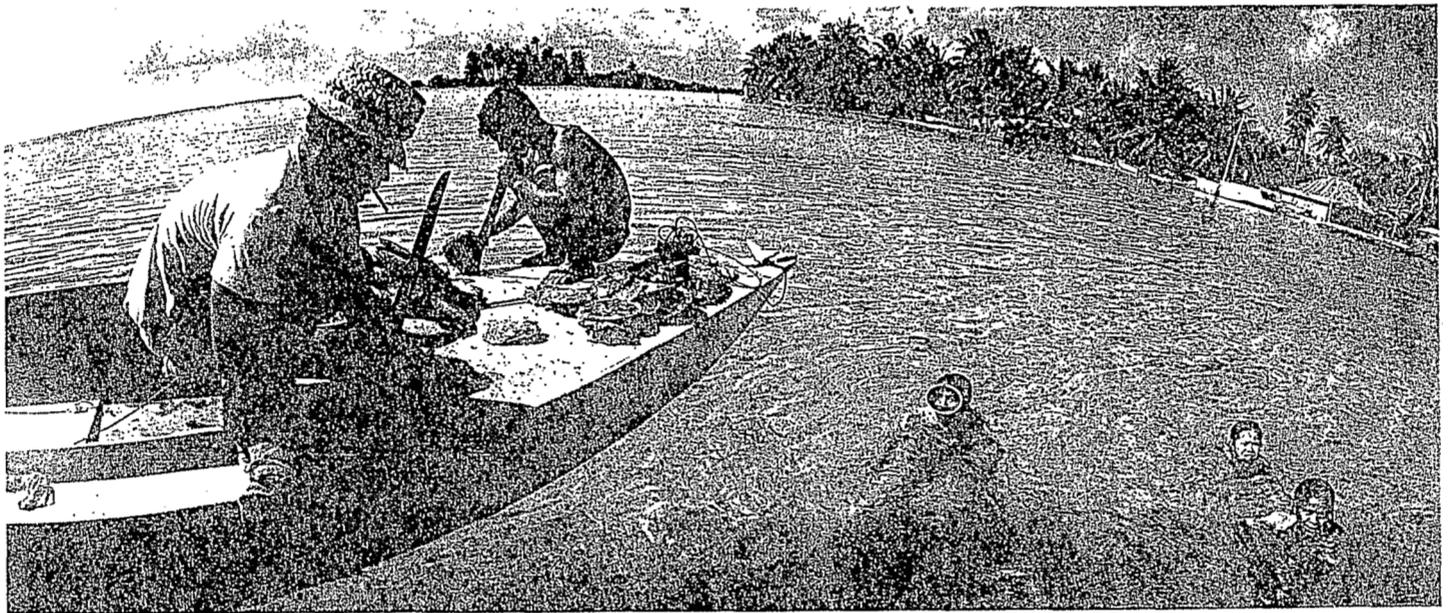
D'une part, le commerce de traite ne fut jamais exclusivement en des mains étrangères au pays : moins de compagnies de traite étrangères qu'ailleurs, et moins de maîtrise des flux de détail dans ce commerce de produits manufacturés : des "locaux" de souche "demie", chinoise voire polynésienne, ont eu de bonne heure une part notable du marché. Ce qui ne veut pas dire non-exploitation de la masse des consommateurs polynésiens, mais seulement une présomption des bénéfices à se faire - sinon à demeurer - dans le Territoire.

D'autre part, s'agissant des produits primaires, pas de grosses plantations étrangères au pays ne laissant aux autochtones que les maigres rémunérations de salariat. Ce qui ne veut pas dire, là non plus, que la main-d'œuvre polynésienne n'a pas été exploitée : que des colons n'ont pas fait fortune et ne sont pas partis fortune faite : que les bénéfices tirés du coprah, de la vanille ou de la nacre se soient harmonieusement diffusés dans les districts et les archipels. Mais cela veut dire que, plus qu'ailleurs, la masse a pu recevoir ici des miettes du gâteau un peu plus grosses qu'en d'autres endroits, en Asie du Sud-Est, en Afrique, sur les bords méridionaux de la Méditerranée, en Amérique latine, où l'on a pressuré la force de travail.

### Une économie de traite

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la traite coloniale consiste à collecter les produits primaires de la colonie et

à redistribuer en échange des produits manufacturés originaires des économies industrielles capitalistes d'Europe occidentale et des Etats-Unis de l'Est. Cette situation prévaudra en Polynésie jusque dans les débuts des années 1960. Les principaux produits primaires sont le coprah, la vanille, le café, la nacre et les phosphates. En échange, le Territoire obtient la totalité des produits primaires ou manufacturés alimentaires, textiles et industriels nécessaires à sa subsistance, les seules productions locales de subsistance consistant dans les tubercules, les fruits de l'arbre à pain, les bananes et leur variante *fe'i*, l'élevage des cochons, le poisson et les fruits de mer, le café conservé pour les besoins de la consommation familiale. Mise à part l'exploitation industrielle des phosphates de Makatea, la population salariée est faible, la population rurale importante par rapport à la population urbaine, la monétarisation de l'économie rurale polynésienne peu élevée.



A gauche : Coprah séchant à même le sol dans un atoll des Tuamotu. Une technique très rudimentaire (pas de séchoir) autorisée par la sécheresse du climat. Aux Tuamotu, le coprah est une quasi-monoculture qui, dans certains atolls de l'est de l'archipel, fournit la totalité des revenus nécessaires à l'acquisition des produits alimentaires importés.

Nettoyage des nacres après une séance de plonge dans un atoll des Tuamotu. La plonge nacrère, une ressource complémentaire pour les Paumotu qui, après chaque campagne, dilapident souvent leurs gains à Papeete dans de formidables bringues.

La pêche au grand filet est une forme de pêche artisanale pratiquée collectivement autour de Tahiti et de Moorea. Elle permet de capturer des *ature* et des *orare* avec de grandes sennes à petites mailles dont la longueur peut atteindre plusieurs centaines de mètres. Le maximum des prises intervient entre janvier et mai.

L'argent se trouve surtout en ville et en milieu rural, aux mains des propriétaires *popa'a* et "demis". En 1956, l'agglomération urbaine, limitée à Papeete, Pirae et Faaa, ne rassemble que 30% de la population du Territoire (contre 23% en 1936). Une population encore essentiellement rurale qui, dans les "districts" de Tahiti et des Iles ne perçoit pas de salaires, sinon ceux des travailleurs employés sur les propriétés *popa'a* ou "demies". Une population qui a encore très largement recours à l'autosubsistance.

### Une économie de subsistance

Au lendemain de la guerre de 1939-1945, l'économie de la Polynésie française était basée sur l'autosubsistance, l'import-export et le fonctionnement de quelques services industriels pour les besoins internes. On notait en 1947 l'existence de la sucrerie d'Atimaono, d'une brasserie, de l'usine électrique de Papeete, de quelques huileries et savonneries, d'affaires d'extraction de fibres de coco, d'un chantier de construction navale et d'ateliers de mécanique générale assez nombreux.

La proportion de la population rurale (les deux-tiers de la population totale en 1956), l'importance en 1960 des exportations des produits agricoles et de la mer (50% des exportations à côté des exportations brutes de phosphates, 34%, et des bénéfices du tourisme, 14%), en 1960 encore, la place des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche dans la production intérieure brute (27% dans une économie pour un tiers urbaine, déjà assez largement dépendante de l'extérieur - exportations 1 843 millions FP, importations 1 618) - tous ces éléments montrent le rôle de l'économie rurale traditionnelle. On n'oubliera pas que ces chiffres traduisent la survalorisation des produits industriels et des services par rapport aux produits ruraux.

On voit bien effectivement, face à cette économie traditionnelle, le rôle grandissant du commerce, notamment du tourisme, mais avec une très forte concentration de ces activités sur la ville, ou plus exactement, en marge du milieu rural traditionnel. Plutôt que d'économie dualiste, il faudrait ici parler d'économie compartimentée avec un secteur moderne (qui dépasse le milieu urbain, exemple : l'hôtellerie touristique dans quelques îles), un secteur minier (les phosphates) qui va disparaître, et des économies rurales traditionnelles de districts, d'îles et d'archipels, reliées à Papeete par un plus ou moins mince cordon ombilical, le *truck* ou la *goélette*.

Un indice supplémentaire du caractère de subsistance de cette économie polynésienne en 1960 : la place importante du marché vivrier de Papeete dans les flux, marché pour l'approvisionnement des urbains en tubercules, fruits, légumes, viandes, poissons, mais aussi pour l'approvisionnement des ruraux en produits manufacturés dans les boutiques qui ceinturent le marché, en poissons voire tubercules même sous la halle.

Une économie encore coloniale certes, mais au sein de laquelle (voir pp. 16-17) les facteurs de transformation sont à l'œuvre...

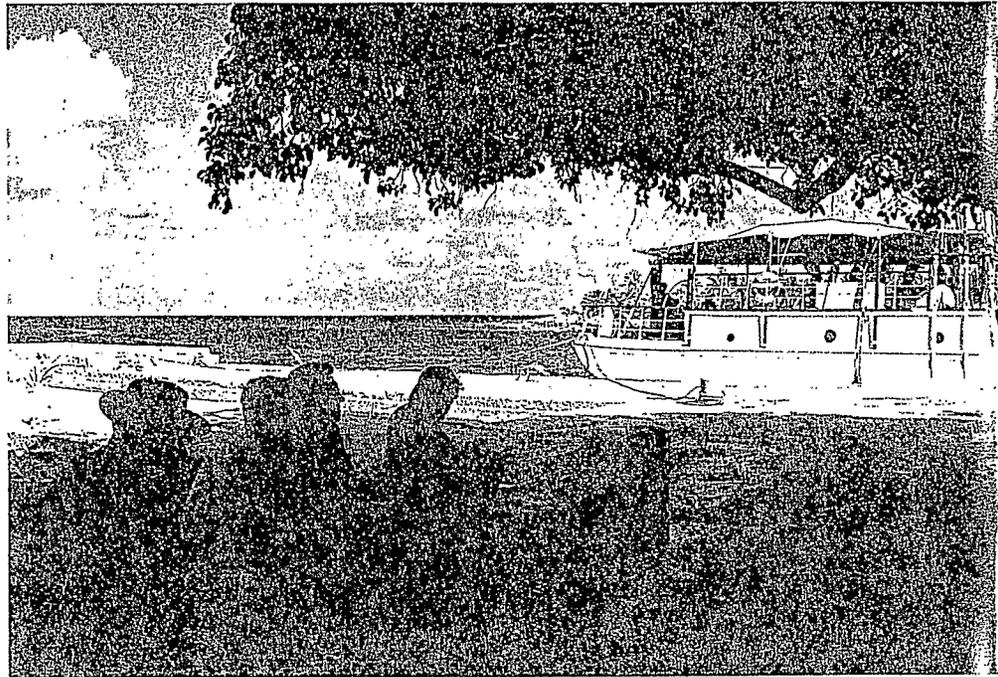
## Une société stratifiée

On a coutume, comme partout dans le Pacifique, et sous l'influence d'une anthropologie sociale et culturelle anglo-saxonne, de parler des phénomènes sociaux en termes de cultures qui se juxtaposent et coexistent, et en oblitérant les aspects de tensions et de conflits propres à toutes les sociétés humaines et qui viennent de différents processus dynamiques à l'œuvre.

On décrit ainsi la société dans le Territoire de la Polynésie comme pluri-

culturelle, associant des Polynésiens de souche que le professeur Douglas Oliver appelle *Ma'ohi* à des Caucasoïdes (euphémisme pour parler des Européens, Blancs, *Popa'a*), des Chinois ou personnes de souche chinoise, et à des métis appelés Demis qui (ou que) traduisent les expressions *Ta'ata Afa Popa'a*, *Ta'ata Afa Ma'ohi* (ou Tahiti).

Dans une perspective plus sociologique et qui restitue mieux l'histoire, il nous paraît souhaitable de jeter au feu ce classement lénifiant et de faire apparaître la réalité plus crue, plus cruelle mais plus juste et plus honnête d'une société hiérarchique dominée



# ENCYCLOPEDIE DE LA POLYNESIE

## vivre en Polynésie 1

Ce huitième volume de l'Encyclopédie de la Polynésie a été réalisé sous la direction de

**François Ravault,**

Docteur de 3e cycle en Géographie, Directeur de Recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

assisté de **Jean-Marc Pambrun**, Maître en Sciences sociales et Sciences humaines,  
Directeur du Département des Traditions du Centre polynésien des Sciences humaines,

avec la collaboration de : **Gilles Blanchet**, Docteur d'État en Sciences économiques, Économiste à l'O.R.S.T.O.M.,  
**Philippe Couraud**, Docteur-Ingénieur en Agro-Économie, Service de l'Économie rurale, **Michel Etilage**, Maître en Droit,  
Attaché juridique au Service des Affaires administratives, **Paul Hodée**, Docteur ès Sciences de l'Éducation,  
Vicaire général de l'Archevêché de Papeete, **Claude Marere**, Journaliste indépendant,

**Thierry Nhun-Fat**, Docteur de 3e cycle en Statistiques,

Responsable du département Études et Programmation au Service du Tourisme,

**Arapari Paparai**, Pasteur de l'Église évangélique de Polynésie française, Paroisse de Mahina,

**Jean-Marius Raapoto**, Titulaire d'un D.E.A. en Phonétique, Conseiller à l'Assemblée territoriale,

**Claude Robineau**, Docteur d'État ès Lettres et Sciences humaines, Directeur de Recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

**Bruno Saura**, Titulaire d'un D.E.A. d'Études politiques, Journaliste au *Nouveau Journal*,

**Geneviève Simon**, C.A.P.E.S. de Sciences économiques et sociales, Professeur au lycée d'Orange,

**William Vanizette**, Titulaire d'un D.E.A. en Sciences économiques, Analyste chargé d'études au Service des Affaires économiques,

**Henri Vernier**, Licencié en Théologie, Pasteur de l'Église évangélique de Polynésie française.

Conception et production : **Christian Gleizal**

Maquette et coordination de la réalisation technique : **Jean-Louis Saquet**

Assistante de production : **Catherine Krief**

Illustrations et cartographie : **Catherine Visse et Jean-Louis Saquet**

L'iconographie de ce volume a été rassemblée grâce à l'aide qui nous a été apportée par :

à la National Library of Australia : Barbara Perry, Pictorial Librarian, Sylvia Carr, Acting Pictorial Librarian ;  
à la State Library of New South Wales, Dixson Library : Mrs Rhodes, Dixson Librarian ; à l'O.P.A.T.T.I. : Christian Vernaudon, directeur général,  
Patrick Robson, directeur des Relations Publiques, Hyacinthe Cao, photographe ;  
au Service de l'Information et des Relations avec la Presse de la Présidence du Gouvernement : Philippe Guésdon, chef du service,  
Roland Gloaguen, adjoint, Gilles Hucault, photographe ; au Service des Archives territoriales : Pierre Morillon, chef du service ;  
à l'Institut territorial de la Statistique : Gérard Baudchon, directeur, Emile Bruneau, adjoint ; à *La Dépêche* : Michel Anglade, directeur ;  
aux *Nouvelles* : Heimata Hirshon, directeur, Lucien Maillard, directeur de la publication ; le Service de Documentation de l'Église évangélique ;  
à l'Église réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (sanito) : le Président et le Secrétaire ;  
à l'Église adventiste : Roger Brotherson, directeur du Département de Communication ;  
à l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (mormone) : le Président ; et l'Association des Témoins de Jéhovah.

Nous remercions également les collections privées qui nous ont été accessibles grâce à l'obligeance de  
A. Ata, Jacqui Drollet, A. Poroï, R.P. Patrick O'Reilly, F. Sanford.

**Photographies** : J. Bouchon, H. Cao, E. Christian, D. Darqué, M. Folco, B. Hermann,  
G. Hucault, H. Lemasson, Ch. Pinson, Cl. Rives, G. Simon, A. Sylvain, B. Vannier.



D 3 JUL. 1990

CHRISTIAN GLEIZAL / MULTIPRESS

18.231 vol.